

DIAL 2915

AMÉRIQUE LATINE - Les États-Unis désignent de « nouvelles » menaces

Alejo Álvez

jeudi 1er mars 2007, mis en ligne par [Dial](#)

L'Amérique latine a toujours été considérée par les États-Unis comme leur chasse gardée. En témoigne la fameuse [Doctrine Monroe](#) de 1823. Cette conception est associée dans les faits à une surveillance du continent et à une présence militaire sous la forme de bases. Cette double dimension de la politique étrangère états-unienne a été amplement couverte par Dial (voir DIAL 2226, 2315, 2381, 2441, 2761, [2808](#)). Cet article d'Alejo Álvez, publié par [Noticias Aliadas](#) le 28 décembre 2006, présente la perspective du nouveau responsable du Commandement Sud, chargé au sein du Pentagone de la région Amérique latine.

Pour le Commandement Sud, l'Amazonie et la Patagonie sont de dangereux « espaces vides » où prolifèrent narcotrafic et terrorisme.

L'amiral James Stavridis, nouveau chef du Commandement Sud de l'armée américaine, a réaffirmé ce que ses prédécesseurs et son propre gouvernement répètent depuis des années : son inquiétude au sujet des « nouvelles » menaces pesant sur l'Amérique latine.

Lors de sa première apparition publique après sa prise de fonctions, le 19 octobre 2006, et avant de réfléchir à voix haute sur les tâches qui lui incombent, James Stavridis a confirmé que « la dictature communiste à Cuba » et le « populisme radical au Venezuela » sont les principales préoccupations du gouvernement de George W. Bush en Amérique latine.

« Nous resterons vigilants, comme nous l'avons toujours été, sur l'évolution de la situation à Cuba, mais actuellement notre principale inquiétude porte sur le fait qu'un pays de la région, en l'occurrence le Venezuela, s'engage dans une vaste opération d'achat d'armes. Cela ne peut être interprété autrement que comme une véritable menace », a déclaré l'amiral à des agences de presse de plusieurs pays.

James Stavridis, premier marin à assumer des fonctions d'un tel rang, succède au général John Bantz Craddock qui, entre 2004 et 2006, est devenu le fonctionnaire américain ayant le plus souvent visité la région dans toute l'histoire des relations entre États-Unis et Amérique latine.

Pour ses premiers déplacements en Amérique latine, James Stavridis a choisi de se rendre dans la base américaine de Guantánamo, à l'est de Cuba, mais également en Colombie et dans plusieurs pays d'Amérique centrale. A chacune de ses escales, il a réitéré sa volonté d'affronter ce qu'il nomme les « nouvelles menaces », en en faisant la priorité du Commandement sud et de l'action des militaires états-uniens dans la région. Ces menaces ne sont pourtant pas nouvelles.

« Cela n'est pas surprenant. Les gouvernements états-uniens successifs n'ont jamais semblé vouloir changer leurs rapports avec l'Amérique latine. Les États-unis nous considèrent comme leur arrière-cour et ne s'en sont jamais cachés. En outre, ces dernières années, et particulièrement lors des deux mandats de

[George W.] Bush, le Commandement sud est devenu le dangereux coordinateur de la politique extérieure des États-Unis sur le continent », s'est inquiété le sénateur uruguayen Eduardo Lorier, membre du Front ample [1], la coalition de partis actuellement au pouvoir.

Les « nouvelles menaces » auxquelles fait référence James Stravidis sont le « populisme radical », le « terrorisme international », le « narcoterrorisme » et les « espaces vides ». Il définit ces derniers comme des lieux où l'absence de contrôle des forces militaires ou policières ouvre la voie aux terroristes et aux trafiquants de drogue.

Les incessantes allusions des chefs du Commandement Sud sur les « espaces vides » ont fini par faire naître un sentiment de mal-être dans la région, et plus particulièrement en Argentine et au Brésil, puisque les militaires états-uniens désignent l'Amazonie et la Patagonie comme des « no man's land » compromettant la sécurité dans l'hémisphère.

Les zones de Tabatinga/Leticia, entre le Brésil et la Colombie, du lac Agrio, entre l'Équateur et la Colombie, mais également la frontière colombo-vénézuélienne ou le Surinam sont considérés comme des « espaces vides ». Enfin, les États-Unis voient la triple frontière entre Argentine, Brésil et Paraguay comme une « zone de non-droit » où opéreraient des groupes islamistes radicaux.

James Stravidis, tout comme ses prédécesseurs, estime que ces menaces doivent être combattues conjointement par les forces armées et les forces de police, une idée sur laquelle la majorité des gouvernements et des sociétés civiles d'Amérique latine sont en profond désaccord.

« Les positions du Commandement Sud sont incompatibles avec la stratégie adoptée par le gouvernement argentin. Nous opérons, en effet, une refonte des forces armées, en en renforçant le contrôle civil, avec comme ambition ce que nous appelons la *conjuntez*, l'action conjointe des trois armes. Cette politique va à l'encontre de la théorie états-unienne préconisant l'élimination des frontières entre défense et sécurité », a expliqué la ministre de la défense argentine Nilda Garré, à propos de la réforme structurelle de l'armée, en marche depuis le mois de juin 2006.

Le domaine de compétence du Commandement Sud s'étend sur près de 41 millions de kilomètres carrés et sur les 32 pays du continent. Il dirige également 16 programmes de formation de militaires latino-américains dans différentes spécialités.

Par ailleurs, le déploiement militaire du Commandement Sud s'est étendu avec l'arrivée au pouvoir des républicains, en l'an 2000. Il dispose aujourd'hui de bases à Guantánamo, Soto Cano (Honduras), Comalapa (Salvador), Roosevelt Roads et Fort Buchanan (Puerto Rico), Manta [2] (Équateur) et Reina Beatrix (île d'Aruba, au large du Venezuela). Il contrôle également un vaste réseau de radars consacré à la lutte contre le narcotrafic (trois radars fixes au Pérou et en Colombie et 11 radars mobiles dont l'emplacement est tenu secret dans six pays des Andes et des Caraïbes).

Le politologue argentin Gabriel Tokatlian, professeur à l'université de San Andrés, en Argentine, soutient que « le Commandement Sud est devenu le principal maître d'oeuvre de la politique extérieure des États-unis en Amérique latine et l'interlocuteur privilégié des gouvernements latino-américains », détrônant tous les autres organismes civils de la structure de gouvernance américaine.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2915.

- Traduction de Jérémie Kaiser pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 28 décembre 2006.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] *Frente Amplio* en espagnol.

[2] Le nouveau président équatorien, Rafael Correa, a fait savoir qu'il ne renouvelerait pas la convention, les États-Unis devront donc quitter la base d'ici deux ans (voir [DIAL 2911](#)).